

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Pourquoi cette agitation qui rendra fort délicate la tâche de l'éminent haut-commissaire, M. Gabriel Puaux, que l'on a donné — enfin ! — pour successeur à M. de Martel ?

Parce que le gouvernement français n'a pas cru pouvoir solliciter du Parlement la ratification du traité franco-syrien conclu en septembre 1936.

Il est très douteux que le Parlement eût donné son aval à un instrument diplomatique si imparfait, si inadéquat, si discuté. Le Sénat, à coup sûr, l'eût rejeté.

Au président du Conseil syrien, Mardam Bey, qui me faisait visite, il y a quelques semaines, avant de regagner Damas, les mains vides, je rappelsai qu'en mai 1937, autour d'une table amie, je lui avais loyalement fait prévoir la non-ratification de ce traité.

MM. de Tesson et Bonnet ont eu beau négocier des amendements pour corriger les trop graves erreurs de M. Viénot et de M. de Martel, le traité restait discuté et inquiétant.

D'abord, pour des raisons intrinsèques : il n'est que de constater la violente opposition des Druses, des Alalouites, du Djézirah à l'unitarisme pour comprendre combien le statut de la Syrie, d'après ce traité, répondait mal à la réalité vivante en ce difficile pays où, aux oppositions ethniques, s'ajoutent de si nombreuses et irréductibles différences culturelles et religieuses.

Allait-on prêter la main, après des siècles de protection, à l'oppression des minorités chrétiennes par le nationalisme et l'arabisme syriens ?

Allait-on, sur cette plaque tournante de l'influence française dans le Proche Orient et le monde arabe, affaiblir nos positions, à l'heure même où l'Italie cherche à s'y infiltrer et où elle souhaiterait tant substituer son protectorat au nôtre ?

Allait-on perdre les avantages positifs de cette base méditerranéenne, pro-asiatique, voire pro-africaine, tout en gardant la responsabilité de la sécurité de la nouvelle Syrie, au point d'être obligés (article IV) à combattre pour la Syrie, en tant qu'allié militaire, si la Turquie — comme on peut le craindre — ou toute autre puissance, venait à l'attaquer en Djézirah ou vers l'Arabie ?

Insuffisante protection des minorités ; insuffisante acception du nationalisme juridique et politique des provinces non musulmanes ou non arabes ; insuffisantes garanties aux communautés culturelles et ethniques quant au statut civil des personnes et au régime judiciaire ; inadéquation des clauses militaires mises à la charge de la France ou de la Syrie ; craintes pour le statut des fonctionnaires français en service et sur leur recrutement dans l'avenir ; incertitudes sur la validité réelle des amendements et réserves acceptés par le gouvernement syrien, mais non incorporés au traité ou à ses annexes et d'ailleurs publiquement combattus par nombre de députés syriens ; telles sont les principales critiques de nos commissions parlementaires. Elles étaient trop sérieuses pour qu'une ratification fût possible.

De surcroît, à ces malheurs diplomatiques s'ajoutent des raisons extrinsèques de non-ratification très actuelles, survenues depuis la négociation de 1936 ; elles sont directement liées aux litiges franco-italiens, à l'attribution du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie, aux difficultés anglaises en Palestine, aux problèmes de la Méditerranée, de Suez et de la mer Rouge, soulevés par l'expansion italienne.

C'est un fait qu'une propagande italienne antifrançaise se développe intensément en Syrie dans les milieux religieux, dans les affaires, la banque et les conflits de race. J'ai là-dessus, sous la main, à l'heure où j'écris, un gros dossier de faits, documents et preuves.

La propagande allemande s'emploie aussi à ruiner notre prestige et à faire valoir le sien, qui, dans le monde arabe, en Syrie notamment, a grandi, depuis Munich surtout, dans des proportions qui, pour n'être pas encore alarmantes, n'en sont pas moins très sérieuses.

M. Puaux a gagné son poste, à Beyrouth, avec des instructions qui, à tout le moins, lui enjoignent de gagner un long délai pour le réexamen et la mise au point d'un traité dont la négociation ne sera un titre de gloire ni pour M. Viénot, ni pour M. de Martel.

On se demande vraiment pourquoi ce dernier vient d'être décoré : en mars 1936, une délégation de la Commission des Affaires étrangères, composée de représentants de tous les partis, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, s'en fut demander sa tête à M. Flandin. J'en faisais partie, j'y allai avec une détermination que je n'ai jamais vue. J'en faisais partie, j'y allai avec une détermination que je n'ai jamais vue. J'en faisais partie, j'y allai avec une détermination que je n'ai jamais vue.

Pour se sauver, notre haut-commissaire, par une volte-face aduacieuse, épousa le nationalisme et l'arabisme virulents des chefs syriens, qu'il avait naguère emprisonnés et exilés. C'est que, par un aveuglement et une aberration incompréhensibles, le gouvernement de Front populaire venait d'adapter leurs points de vue et leurs prétentions, soi-disant pour favoriser notre politique musulmane en Afrique.

L'élaboration d'un traité, aujourd'hui presque repoussé et, à tout le moins, très peu désirable, fut le résultat fâcheux et dangereux de l'aveuglement gouvernemental et du jeu personnel de notre haut-commissaire, qui ne se sauva qu'en servant les illusions des hommes à qui le Front populaire avait commis le soin de diriger notre diplomatie.

Et voici que Mardam Bey, rentré à Damas sans ratification, voit se dresser contre lui le Parlement syrien qui exige notre signature officielle, dénonce comme non valables les amendements négociés par MM. de Tesson et Bonnet, se refuse évidemment à toute reconsidération des clauses originales.

Par ailleurs, la gendarmerie syrienne (1) est en butte à l'opposition à main armée des Alalouites ; le Djebel Druse veut cesser toute collaboration avec le gouvernement central de Damas ; le Djézirah en appelle à la France et surtout à son armée, dont le prestige est si grand encore, heureusement, entre Tigre et Euphrate.

Les partisans du centralisme manifestent, non sans violence, à Alep, à Homs, à Hama, comme à Damas.

Cette agitation même, aux courants si contraires, atteste à tout le moins que, si l'unité géographique de la Syrie peut être invoquée, son unité politique et culturelle est discutable. Là encore se manifeste, comme en Europe centrale, un problème de « minorités » : le centralisme des Damasins ne saurait l'aggraver.

M. Puaux n'aura pas trop de sa haute conscience, de sa finesse politique, de son doigté, de sa grande élévation morale, de sa conduite exemplaire au point de vue personnel et familial, pour redresser le prestige moral de la France si gravement ébranlé par son prédécesseur, en tant qu'homme et que diplomate ; pour apaiser les conflits aigus des divers éléments syriens, pour contenir l'invasion des influences étrangères, pour transformer un traité malheureux, pour restaurer l'autorité de la France, protectrice séculaire des minorités chrétiennes du Levant ; bref, pour rétablir une situation fâcheusement compromise au dedans, à l'heure même où surgissent, à la périphérie de ce bastion essentiel de la politique française, et de complications eurasiatiques et d'africanités suscitées par les visées mussoliniennes.

Ernest PEZET.

(1) N.D.L.R. — Nous rappellerons que le capitaine Olivier, qui commanda ces dernières années la gendarmerie de Roubaix, a rejoint, en septembre 1936, la gendarmerie syrienne, comme chef d'escadron.

M. Puaux est arrivé à Damas

Beyrouth, 12 janvier. — M. Puaux, haut-commissaire de France dans les Etats du Levant, est parti jeudi matin par la voie des airs, pour Damas. Il a atterri à l'aérodrome de Meez, à 11 h. 15.

Une nouvelle approbation

Le bureau de la C.O.T. s'est réuni, jeudi, à son tour, il a approuvé la politique intérieure et extérieure du gouvernement, et lui a exprimé sa confiance pour qu'il sauvegarde les réformes sociales et réalise incoûteusement l'assurance-chômage obligatoire.

Les réceptions du Roi

Le Roi a reçu M. Spaak, jeudi, vers 11 heures du matin. Il a aussi reçu M. Marck, ministre des transports, vice-président du conseil, puis M. Pholien, ministre de la justice, et M. Gillon, sénateur libéral, qui semble devoir faire partie du nouveau gouvernement.

des noms de « ministres »

Le gouvernement de MM. d'Appremont-Lynden (atholique), on met en avant pour le prochain ministère, MM. Van den Poorten, Gillon, Malstruis (libéraux), et MM. Van Acter et Wauters (socialistes).

La situation jeudi soir

Jeudi à 19 h. M. Spaak a fait annoncer qu'il avait vu M. Pholien, ministre de la Justice, et M. Gillon, sénateur libéral, et qu'au point de vue international tout faisait prévoir qu'un accord interviendrait rapidement avec Burgos.

Un bombardement de Valence a fait cinquante morts

La situation en Belgique

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Certes, il y aura des résistances chez les socialistes wallons. Ce sont eux aussi qui tiennent d'être battus au bureau et au conseil général du Parti socialiste. Les socialistes flamands triomphent avec M. Spaak. Les socialistes bruxellois doivent aussi reculer. Ainsi s'affirme, une fois de plus, la prédominance de l'extrême gauche flamande, dont les chefs, inconsciemment, sont, à l'heure actuelle, supérieurs aux chefs wallons, par le nombre et aussi par la valeur.

La Wallonie socialiste, bien que ses troupes soient plus nombreuses, manque de chefs. Son anticléricalisme foncier, plus profond qu'en Flandre, la fait piétiner sur place.

Sans doute, fera-t-elle un effort pour que le prochain congrès socialiste ne lui soit point trop dur. Mais, il est à prévoir que les socialistes wallons et bruxellois devront s'incliner devant l'inductible. La Belgique ira à Burgos. Les socialistes préfèrent cette défaite à l'ouverture d'une crise politique dont le pays ferait peser sur eux les lourdes responsabilités et qui serait une défaite bien plus dangereuse.

Il reste une dernière difficulté à vaincre pour M. Spaak : le remaniement ministériel. Certain de la participation socialiste, il doit aussi obtenir la collaboration des catholiques et des libéraux. Les uns et les autres n'accepteront pas une nouvelle collaboration sans garantie. Si M. Spaak ne réussissait pas, il démissionnerait.

Un congrès socialiste est convoqué pour dimanche

Sous la présidence de M. Arthur Janinaux, le conseil général du Parti socialiste s'est réuni jeudi de 14 à 20 h.

M. de Mun a fait un rapport sur les décisions du bureau, et a demandé leur approbation et leur mise en œuvre. Le président du parti socialiste a résumé les avantages et le maximum d'inconvénients. Il a ajouté que si les décisions du bureau n'étaient pas adoptées, celui-ci démissionnerait.

Le Bloc catholique réserve son attitude

Le directeur du Bloc catholique a séjourné jeudi à Bruxelles. L'annonce officielle n'a été faite après la réunion, mais le Bloc, dit-on, refuse de se laisser manœuvrer par les socialistes, et il réserve son attitude jusqu'après le congrès socialiste de dimanche.

Une nouvelle approbation

Le bureau de la C.O.T. s'est réuni, jeudi, à son tour, il a approuvé la politique intérieure et extérieure du gouvernement, et lui a exprimé sa confiance pour qu'il sauvegarde les réformes sociales et réalise incoûteusement l'assurance-chômage obligatoire.

Les réceptions du Roi

Le Roi a reçu M. Spaak, jeudi, vers 11 heures du matin. Il a aussi reçu M. Marck, ministre des transports, vice-président du conseil, puis M. Pholien, ministre de la justice, et M. Gillon, sénateur libéral, qui semble devoir faire partie du nouveau gouvernement.

des noms de « ministres »

Le gouvernement de MM. d'Appremont-Lynden (atholique), on met en avant pour le prochain ministère, MM. Van den Poorten, Gillon, Malstruis (libéraux), et MM. Van Acter et Wauters (socialistes).

La situation jeudi soir

LA GUERRE D'ESPAGNE

Les nationalistes qui ont progressé de 70 kilomètres depuis le début de l'offensive ont occupé Falset



DES TANKS DE L'ARMÉE GOUVERNEMENTALE PRIS PAR LES NATIONALISTES AU COURS DE L'OFFENSIVE DANS LA REGION DE LERIDA.

Burgos, 12 janvier. — Radio-National d'Espagne a diffusé la note officielle suivante sur la situation mercredi à 20 heures :

« La brillante offensive des troupes nationalistes en Catalogne se poursuit. »

« Nous avons occupé, entre autres, les villages de Solivella, Mora la Nueva et l'importante ville de Montblanch, qui a été dépassée. Toutes les lignes de fortifications ennemies de ce secteur sont tombées entre nos mains. »

« Nos lignes se trouvent maintenant à 25 kilomètres de Tarragone et à 70 kilomètres de Barcelone. »

« En vingt jours d'offensive, nous avons occupé trois mille kilomètres carrés, libéré plus de 125 villages et 250.000 âmes. Nous avons fait plus de 30.000 prisonniers et la quantité d'armes, de matériel, de munitions tombés en notre pouvoir est incalculable. L'ennemi a laissé le terrain jonché de cadavres. »

« En Estremadure, l'activité a été plus réduite. L'ennemi a attaqué faiblement de La Mano de Hierro et Tejonera. Il a été repoussé partout, ainsi que dans le secteur de Cabeza de Buey. »

« Les dernières nouvelles reçues au grand quartier général, la ville de Falset a été occupée jeudi par les forces nationalistes. »

L'offensive des gouvernementaux en Estremadure

Front d'Estremadure, 11 janvier. — Les troupes républicaines ont conquis au mont Santa Ines, au col de Castuera, au cours d'une avance de 13 kilomètres, Esparragos de la Serena, village situé à 10 kilomètres au sud de Castuera.

Les gouvernementaux vont mobiliser sept classes

Barcelone, 12 janvier. — Au cours du Conseil des ministres de jeudi, le Dr Negrin, ministre de la Guerre, a soumis à l'approbation du Conseil un décret autorisant la mobilisation totale des classes 1921, 1920, 1919, 1918, 1917, 1916 et 1915.

Une médaille à l'effigie de M. Rucart, ministre de la santé publique

LA GUERRE D'ESPAGNE

Les nationalistes qui ont progressé de 70 kilomètres depuis le début de l'offensive ont occupé Falset



DES TANKS DE L'ARMÉE GOUVERNEMENTALE PRIS PAR LES NATIONALISTES AU COURS DE L'OFFENSIVE DANS LA REGION DE LERIDA.

Burgos, 12 janvier. — Radio-National d'Espagne a diffusé la note officielle suivante sur la situation mercredi à 20 heures :

« La brillante offensive des troupes nationalistes en Catalogne se poursuit. »

« Nous avons occupé, entre autres, les villages de Solivella, Mora la Nueva et l'importante ville de Montblanch, qui a été dépassée. Toutes les lignes de fortifications ennemies de ce secteur sont tombées entre nos mains. »

« Nos lignes se trouvent maintenant à 25 kilomètres de Tarragone et à 70 kilomètres de Barcelone. »

« En vingt jours d'offensive, nous avons occupé trois mille kilomètres carrés, libéré plus de 125 villages et 250.000 âmes. Nous avons fait plus de 30.000 prisonniers et la quantité d'armes, de matériel, de munitions tombés en notre pouvoir est incalculable. L'ennemi a laissé le terrain jonché de cadavres. »

« En Estremadure, l'activité a été plus réduite. L'ennemi a attaqué faiblement de La Mano de Hierro et Tejonera. Il a été repoussé partout, ainsi que dans le secteur de Cabeza de Buey. »

« Les dernières nouvelles reçues au grand quartier général, la ville de Falset a été occupée jeudi par les forces nationalistes. »

L'offensive des gouvernementaux en Estremadure

Front d'Estremadure, 11 janvier. — Les troupes républicaines ont conquis au mont Santa Ines, au col de Castuera, au cours d'une avance de 13 kilomètres, Esparragos de la Serena, village situé à 10 kilomètres au sud de Castuera.

Les gouvernementaux vont mobiliser sept classes

Barcelone, 12 janvier. — Au cours du Conseil des ministres de jeudi, le Dr Negrin, ministre de la Guerre, a soumis à l'approbation du Conseil un décret autorisant la mobilisation totale des classes 1921, 1920, 1919, 1918, 1917, 1916 et 1915.

Une médaille à l'effigie de M. Rucart, ministre de la santé publique

Les exploits des jeunes bandits de la région parisienne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Versailles, 12 janvier. — M. Roche, chef de la brigade spéciale de la police judiciaire, et M. Sicot, chef de la sûreté à la police d'Etat de Seine-et-Oise, sont parvenus à identifier et à arrêter les membres de la bande qui, depuis quelque temps, rançonnait les automobilistes en Seine-et-Oise et en Normandie.

Cette bande avait pour chef un jeune homme de 25 ans, André Paul, né en 1913 à Garges-les-Gonesses exerçant le métier de manoeuvre et habitant avec ses parents, à Garges. Il avait comme complices, Paul Gruet, 17 ans, mécanicien, habitant Paris, et le bandit que fut tué au pont de Polisy par un coup de mousqueton, Stéphane Soja, né en 1920, à Jatorova (Pologne), naturalisé français depuis le mois de mai dernier, exerçant le métier de mécanicien.

Le frère de Soja, Vladias, âgé de 16 ans, habitant chez ses parents, à Garges, a été lui aussi arrêté.

Deux jeunes « mécanos » parisiens n'avaient pas reparu à leur travail

Voici comment les policiers ont été amenés à procéder à cette capture.

Gruet et Soja travaillaient comme mécaniciens chez un garagiste de la rue de Turbigo, à Paris, M. Cuclot ; celui-ci avait remarqué que ses deux ouvriers n'avaient pas reparu à leur travail mercredi. Gruet avait que son patron était étonné de son absence et de celle de son camarade et il ne demanda, qu'une chose, c'était d'être entendu par la police.

C'est ainsi qu'il fut conduit dans le bureau de M. Roche, où il raconta toute l'affaire et la série d'attaques auxquelles il avait participé. Il ajouta que l'un de ses complices était mort, Soja, et que l'autre, le chef de la bande, devait habiter dans la banlieue de Paris.

Pressé de questions, il mit par donner l'adresse de ses deux complices, et c'est ainsi que, le commissaire Sicot, accompagné de M. Roche, et de plusieurs inspecteurs de la police de Seine-et-Oise et de la police judiciaire, se présentèrent au domicile de Vladias Soja ; celui-ci était couché. Il se laissa arrêter en prétendant qu'il n'était pour rien dans cette affaire.

On croit cependant que, s'il n'a pas participé aux agressions de l'avant-dernière nuit, il a dû prendre part à des agressions antérieures, notamment contre un architecte parisien, sur la route de Fins.

L'arrestation du chef de la bande

Les policiers se rendirent alors au domicile d'André Paul, où ils furent reçus par la mère du jeune homme, qui dormait encore profondément.

« Que lui voulez-vous, demanda-t-elle ? Je vous assure que mon fils n'a rien fait. » Mais les policiers passèrent outre et André Paul, entendant du bruit, se leva. Sa mère s'évanouit. Ce moment où André Paul eut cette parole en le montrant : « Et bien ! la vieille est capable d'en mourir. »

Les policiers perquisitionnèrent dans sa chambre et saisirent une chemise ainsi qu'un pardessus bleu marine portant de larges taches de sang et une casquette qui avait été perçée par un projectile.

Le jeune frère du malfaiteur reconnu avoir participé à une expédition antérieure

Les trois malfaiteurs : Vladias Soja, Gruet et Paul André, furent conduits dans les locaux de la police d'Etat à Versailles et interrogés par M. Sicot et par le commissaire Mallet, de la première brigade mobile.

vinrent le retrouver chez lui pour lui proposer de faire un coup. Il s'effraya que Vladias Soja ne lui fait pas partie de l'expédition. Puis il narra la première agression sur la route de Pontoise et celles qui furent commises sur la route de Louviers et d'Elbeuf. Il exposa ensuite les diverses péripéties du retour.

Après avoir dépassé Louviers, dit-il, nous nous sommes arrêtés dans un pays pour acheter dix litres d'essence, car le réservoir de l'auto était presque vide. Nous avons roulé environ une demi-heure ; nous à Bonnières, nous nous sommes arrêtés à un barrage de gendarmes.

Des coups de feu furent tirés dans notre direction. Un des pneus de la voiture creva.

Nous changeâmes une roue sur la route. Puis, arrivés dans la région de Meulan, nous remarquâmes la présence des gendarmes.

Nous avons essayé plusieurs coups de feu. Gruet tenait toujours son revolver et avait en outre un revolver, mais il n'a pas riposté.

Nous avons foncé à 80 kilomètres à l'heure sur l'obstacle.

Arrivés à Polisy, ce fut la même chose, mais un gendarme tira un coup de mousqueton et la balle vint traverser le crâne de Stéphane qui était assis près de Gruet.

Celui-ci et moi-même, avons eu nos vêtements inondés de sang. Nous avons alors décidé d'abandonner l'automobile et le corps.

Gruet et moi avons pris la direction de Maisons-Laffitte.

Il pouvait être 3 h. 30. Nous avons franchi les bois et à un moment donné, nous avons aperçu une vieille maison toute délabrée. Nous nous sommes couchés dans cet abri, sous un tas de ferraille usée et sommes restés là jusqu'à 14 heures.

Nous avons entendu les gendarmes ainsi que les agents qui passaient près de nous.

Enfin, n'entendant plus rien, nous nous sommes risqués à sortir.

Nous avons gagné les bords de la Seine où nous avons nettoyé nos vêtements, puis nous sommes arrivés à Fontenay-Macri, toujours à pied, où nous avons pris un autobus qui nous a ramené à Paris.

Paul Gruet rentra chez lui à Paris, tandis qu'André Paul prenait le train à la Gare du Nord jusqu'à Garges-les-Gonesses, où il arriva chez ses parents vers 19 h.

Vous avez eu de la chance, un quart d'heure plus tard j'étais parti... Vous avez eu de la chance, dit-il ensuite, aux inspecteurs de m'avoir ainsi. « Un quart d'heure plus tard, j'étais parti. »

En effet, on découvrit dans une pièce une musette remplie de vivres et contenant des vêtements que Paul André avait préparés pour faciliter son départ.

« Nous sommes des « ballots », de ne pas essayer de faire un coup dans la grande banlieue, c'est très facile. »

De son côté, Paul Gruet a fourni un récit qui corrobore en tous points les déclarations de ses deux acolytes. Il a ajouté les précisions suivantes : « J'ai fait au garage Duclot, la connaissance de Stéphane Soja. D'instinctivement Stéphane me fit voir deux pistolets automatiques et me déclara : « Nous sommes des ballots de ne pas essayer de faire un coup dans la grande banlieue. C'est très facile. Il n'y a qu'à mettre un revolver sous le nez d'un automobiliste et lui prendre son argent. »

« J'acceptai et dans la nuit de Noël, nous décidâmes d'aller chercher le frère de Stéphane. »

« Vers 21 h., nous trouvâmes place Pigalle, nous dérobâmes une auto noire, et ce fut l'expédition sur la route de Quarante-Sous. »

« Mardi soir, nous avons décidé de tenter une nouvelle expédition, mais cette fois, nous avons décidé de ne pas commettre le jeune frère de Stéphane, qui, lors de notre première randonnée, s'était montré « au-dessous de tout » pour fouiller l'automobile. »

Une femme s'était jetée à l'eau avec ses deux enfants au Mans

Le Mans, 12 janvier. — Le 4 décembre dernier, M. Gaston Morin, en tentant de divorcer avec son mari, bouché, au Mans, reçut la visite de son beau-père et ne resta pas le soir à son domicile.

On pensa qu'elle s'était jetée dans la Sarthe toute proche avec les deux enfants. Mais certains crurent l'avoir vu, deux jours après, à Laigle (Orne) et on eut l'idée de le retrouver ainsi que ses deux fillettes.

Or, le cadavre de l'une des enfants, Monique, vient d'être découvert en aval du Mans, au barrage des Moulins de St-Georges. Il est donc probable que Mme Morin et sa plus jeune fille se sont jetées dans la rivière et qu'en se débattant pas à découvrir les deux corps.

Le récit d'André Paul, chef de la bande

Le commissaire a recueilli ensuite les déclarations d'André Paul.

Celui-ci qui est considéré comme étant le chef de la bande, bien qu'il s'en défende, prétend que ce fut Stéphane Soja et Paul Gruet qui, le 10 janvier,